

• (6.40 p.m.)

Actuellement, au Canada, nous n'avons pas l'argent qu'il nous faudrait pour mettre en œuvre certaines mesures que nous croyons importantes pour le bien-être social de nos concitoyens. La constitution en corporation d'une autre compagnie d'assurance drainerait des fonds de notre marché des capitaux, fonds avec lesquels la compagnie édifierait probablement un immeuble à bureaux de 50 étages dans la ville de Toronto. L'argent dépensé pour ce gratte-ciel à air climatisé pourrait être employé à la construction de 10,000 habitations pour les gens qui jugent bon de produire la richesse, mais qui ne peuvent obtenir ni l'argent ni les matériaux nécessaires pour avoir un logement convenable. La construction d'un plus grand nombre de bureaux de compagnies d'assurance non seulement serait imprudente, mais nuirait aux projets dont le pays, à notre sens, a un besoin très aigu.

Une autre chose menace aujourd'hui le Canada. On nous serine que nous ne pouvons améliorer notre niveau de vie si notre productivité n'augmente pas. Notre productivité est en croissance depuis huit ou neuf ans, et elle a passé de 3 p. 100 à 7 p. 100. On soutient par là que si nous voulons augmenter notre niveau de vie, il nous faut accroître notre production de biens. D'après ce critère, plus nous serons nombreux à contribuer à la production, plus notre niveau de productivité va s'accroître. C'est peut-être là une des raisons pour lesquelles notre niveau de productivité n'a pas augmenté comme nous l'aurions pensé ou comme l'a recommandé le Conseil économique.

On voit que certains secteurs de notre société font certainement de leur mieux pour accroître la productivité. Les travailleurs de l'acier, par exemple, travaillent fort à maintenir leurs chiffres de productivité. En fait, ils travaillent si fort que l'augmentation de la productivité des travailleurs canadiens de l'acier est supérieure à celle des ouvriers américains. Cela nous ramène à la question de l'égalité des salaires. Pourquoi les employés des aciéries du Canada ne seraient-ils pas mieux rémunérés que les métallurgistes des États-Unis, puisqu'ils produisent davantage? Je le répète, la question de l'égalité de salaire entre donc en jeu ici. Du moment qu'un homme produit quelque chose, il devrait être équitablement rémunéré pour sa part de production.

En retirant tous ces agents d'assurance du secteur productif de la société, pour les inclure dans le secteur parasitaire, nous allons réduire notre productivité, et cela, au

détriment de toute la population. Nous imposerions un plus lourd fardeau à ceux qui tentent de maintenir la productivité à un juste niveau, mais il y a plus, car chacun de nous doit, selon moi, accepter une certaine responsabilité relativement à la production de richesse dans notre pays.

Depuis 31 ans, j'étais associé à la production au sein de la société, mais il y a six mois, je me suis joint aux parasites. Me voici ici ce soir, en train de m'attendrir sur le sort de ces gens qui travaillent dans les mines, les moulins, les raffineries ou que sais-je encore. Certes, je n'avais pas l'intention, en venant ici, de me joindre à ce groupe de gens non productifs. J'y suis venu surtout pour aider ceux qui portent le fardeau, c'est-à-dire ceux qui doivent acheter des polices à des prix gonflés. Il ne s'agit sûrement pas uniquement, monsieur l'Orateur, de la création d'une autre compagnie d'assurance; nous devons penser aux répercussions que cette initiative aura sur le Canada.

La société a l'intention de faire des affaires dans de nombreux domaines, notamment dans l'assurance-incendie. Voilà l'un des plus importants aspects de l'industrie de l'assurance. Quelle que soit la pauvreté d'une personne, elle doit avoir un logis pour s'abriter. Peu importe sa valeur, si cet abri est détruit par le feu, la personne est exposée aux intempéries. Comme elle doit se protéger, elle va donc acheter, à n'importe quel prix, une assurance-incendie. A mon sens, le prix exigé n'est pas du tout proportionnel à la protection assurée.

Le député de Timmins (M. Martin) a mentionné certaines dépenses excessives des compagnies d'assurance, comme par exemple pour les émissions télévisées. Nous savons tous combien coûte ce genre de publicité et qui en fait les frais en définitive. C'est l'acheteur d'une police d'assurance. Ces personnes regardent la télévision le soir sans se rendre compte qu'elles ont payé dix fois ce que vaut l'émission et qu'elles pourraient probablement la voir à meilleur marché au cinéma du coin. La télévision est un moyen de publicité coûteux. Les compagnies d'assurance ne s'imposent pas de limites, sachant que, peu importe ce qu'elles dépensent pour leurs émissions, que ce soit \$30,000 ou \$40,000, leurs vendeurs récupéreront ces pertes le lendemain en vendant des polices d'assurance aux pauvres victimes à l'âme pure et aux mains crasseuses, qui sont les éléments productifs de notre société.

La compagnie propose de s'occuper d'un autre aspect de l'assurance, celle des véhicules